

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
Chapitre I. L'ambiguïté des privilèges juifs	21
Section I. Les privilèges des cadres du judaïsme	26
A. La revendication par le pouvoir central du monopole de l'octroi des immunités curiales (11 décembre 321)	27
1. L'usage inédit de l'expression « <i>lex generalis</i> »	28
2. La nature de la <i>pristina observatio</i>	32
B. Un privilège bénéficiant aux seuls cadres du judaïsme	37
1. La loi de Constantin du 29 novembre - 1 ^{er} décembre 330 ..	37
2. Effets pervers, ajustements et réitération de la loi de 330 ..	42
C. Une politique plus réservée en Occident à partir du début du V ^e siècle	45
1. Le refus de l'immunité curiale aux autorités juives italiennes	45
2. La remise en cause du droit d'acheminer l' <i>aurum</i> <i>coronarium</i> en Orient	48
Section II. Les privilèges servant à la résolution des conflits de lois et de juridictions	52
A. La loi du 17 avril 392	52
1. Les circonstances	53
2. Le principe de la compétence des autorités juives en matière religieuse et ses ambiguïtés	57
B. La loi du 30 décembre 393	60
1. La censure des lois juives sur la polygamie et l'endogamie	60
2. L'intégration de certaines coutumes juives dans l'ordre juridique romain	64
C. La loi du 3 février 398	69
1. Les formes alternatives de règlement des conflits	70
2. Une saisine <i>inter volentes</i> des tribunaux juifs	72
3. Donner force exécutoire aux sentences juives	74
Conclusion du chapitre I	76

Chapitre II. Le judaïsme, <i>religio licita</i> ?	79
Section I. Les lois contre les occupations et destructions de synagogues et contre le vol d'objets liturgiques	83
A. Le conflit entre Théodose I ^{er} , les activistes chrétiens et saint Ambroise	83
1. L'affaire de la synagogue de Callinicum (été 388)	83
2. La loi du 29 septembre 393 et sa portée réelle	89
B. Les troubles interreligieux du premier quart du V ^e siècle	90
1. Les lois adressées à la préfecture de l'Illyricum (17 juin 397 et 6 août 420)	91
2. Une victoire de la diplomatie juive en Italie (26 juillet 412)	93
C. La « valse-hésitation » de Théodose II dans la crise palestinienne de 423	94
1. Des mesures d'abord favorables aux moines syriens et à leurs alliés	95
2. Le retour à la jurisprudence de Théodose I ^{er} plus favorable aux juifs	98
3. Un revirement soigneusement camouflé par les rédacteurs du <i>Code Théodosien</i>	99
Section II. Les moyens légaux mis en place pour entraver le développement des synagogues	101
A. Le statut légal des synagogues	102
B. Les limitations apportées au droit de propriété sur les synagogues	106
1. L'application du régime des <i>bona vacantia</i> aux synagogues dites abandonnées	106
2. L'interdiction de construire de nouveaux édifices ou d'agrandir les anciens	108
Conclusion du chapitre II	112
Chapitre III. Les stratégies de lutte contre l'influence juive	115
Section I. L'incrimination des conversions au judaïsme	119
A. La conversion au judaïsme était-elle déjà incriminée sous le principat ?	120
B. La conversion au judaïsme comme <i>crimen publicum</i>	124
1. La loi de Constantin du 18 octobre 329	125
2. La loi de Constance du 3 juillet 352	128
C. Le régime général contre l'apostasie chrétienne mis en place à partir des années 380	131

Section II. Le problème particulier des esclaves païens et chrétiens des juifs	141
A. La législation constantinienne	141
1. La loi de Constantin du 21 octobre 335 contre la circoncision des esclaves	141
2. La loi de Constantin II du 13 août 339 contre l'acquisition par les juifs d'esclaves non juifs	146
B. Les prolongements de la législation à l'époque théodosienne	150
Section III. La prohibition des unions matrimoniales entre juifs et chrétiens	155
A. Les interdits nuptiaux du concile d'Elvire (300-306)	156
B. La loi de Théodose I ^{er} du 14 mars 388	162
Conclusion du chapitre III	163

Chapitre IV. Les atteintes aux droits publics et politiques

des juifs	165
Section I. Les citoyens juifs au service de l'Empire	168
A. La présence avérée de juifs au sein des <i>militiæ</i> et des <i>dignitates</i>	168
1. La présence de juifs dans les <i>militiæ</i> civiles et militaires	168
2. Des juifs titulaires de dignités	170
B. Les obstacles non juridiques à l'intégration des juifs dans les corps de la fonction publique	173
1. Des obstacles tenant à la traditionnelle fermeture des corps de hauts fonctionnaires	175
2. Un obstacle tenant aux croyances religieuses des juifs ?	177
Section II. Les premières lois de la <i>Pars occidentalis</i> (404-425)	178
A. À la recherche du but réel de la loi sur les <i>agentes in rebus</i> juifs (22 avril 404)	178
1. Une loi sanctionnant une faute commise par des <i>agentes</i> juifs	179
2. Une loi contre l'intégration frauduleuse du corps des <i>agentes in rebus</i> par des juifs curiales	181
B. La loi du 10 mars 418 excluant les juifs de la fonction publique	183
1. Une cause de la loi : l'assimilation des juifs d'Afrique du Nord aux hérétiques donatistes	183
2. Une autre cause de la loi : l'amalgame entre <i>barbari</i> germaniques et juifs	188
3. Les dispositions de la loi	191

C. L'exclusion connexe des juifs de la représentation judiciaire	194
1. Le canon 129 du sixième concile de Carthage du 25-30 mai 419	195
2. La loi du 6 août 425	199
Section III. Bilan et aggravation de cette législation en Orient	202
A. Le climat des relations entre juifs et chrétiens pendant le premier quart du V ^e siècle	203
1. Les crises messianiques et eschatologiques	203
2. La suppression du patriarcat de Palestine	205
B. La loi du 31 janvier 438	209
1. L'exclusion des juifs de la charge de <i>defensores civitatis</i> . .	210
2. L'interdiction d'occuper la fonction de <i>carcer</i>	214
Conclusion du chapitre IV	215

Chapitre V. Le legs de la législation impériale relative aux juifs en Gaule et dans la péninsule italique (VI^e-VII^e siècles)

Section I. L'influence du droit romain en Gaule mérovingienne . . .	224
A. Le recours à l'expédient du droit canonique (506-538)	225
1. Une mesure typiquement religieuse : l'interdit commensal	225
2. Les modifications apportées aux lois romaines contre le mariage mixte et la possession d'esclaves chrétiens	231
B. La redécouverte des <i>leges</i> dans un contexte de persécutions antijuives (555 – 632-633)	238
1. Premiers baptêmes forcés en Austrasie	238
2. L'expulsion des juifs de Neustrie (581) et le concile austrasien de Mâcon I (581-583)	243
3. La conversion obligée des fonctionnaires sous Clotaire II (614), puis de tous les juifs sous Dagobert (632-633)	251
Section II. L'adaptation des constitutions impériales dans la péninsule italique	254
A. <i>Civilitas</i> et tolérance religieuse du pouvoir ostrogothique . . .	255
1. Une loi de Théodoric interdisant l'agrandissement des synagogues	255
2. Les lois condamnant les destructions de synagogues	258
B. Le combat de Grégoire le Grand contre la pratique des conversions forcées	261
1. L'exigence de « sacrifices volontaires »	262
2. Un durcissement de la législation impériale sur les	

synagogues	267
Conclusion du chapitre V	269
Conclusion	273
Index bibliographique	279
Abréviations	279
Sources	281
Recueils modernes de sources	281
Sources de droit impérial et alto-médiéval	281
Sources de droit canonique	282
Travaux modernes	283
Index des sources	295
Sources de droit impérial et alto-médiéval	295
Sources de droit canonique	301
Index des matières	305
Indes des noms de personnes et de lieux	311
Table des matières	315